

del Amo Mercedes (ed.)

*El imaginario, la referencia y la diferencia :
Siete estudios acerca de la mujer árabe.*

Granada, Universidad de Granada, 1997.

14 × 21 cm, 196 p.

« Référence et différence ». On ne peut mieux désigner ce qu'ont de commun ces six études. Les deux plus longues, 36 et 53 pages, sont les plus générales. Parlant des « femmes arabes dans l'espace public », Carmelo Pérez Beltrán (Grenade) examine les trois secteurs qui permettent à la femme de sortir du domaine privé où la tradition l'avait confinée : l'école, le travail et la politique.

Concernant l'enseignement, il montre que les femmes arabes ont pu y avoir accès à des dates bien différentes suivant les pays considérés. Deux groupes sont à distinguer. Le premier comprend ceux où la scolarisation des filles est assez ancienne (du xix^e au début du xx^e siècle) : Égypte, Syrie, Liban et Iraq, tous caractérisés par l'existence d'une importante bourgeoisie moderne, mais aussi le Maghreb central (Algérie, Tunisie, Maroc) du fait de la colonisation. Le second groupe est celui des pays producteurs de pétrole (y compris la Libye) plus la Mauritanie ; là, cette scolarisation n'a commencé que dans la seconde moitié de ce siècle. Ensuite, au vu des statistiques, les cartes doivent être redistribuées : alors que les riches pays du Golfe comptent aujourd'hui plus de filles que de garçons au lycée et à l'université, les Marocaines et les Yéménites sont illétrées à 90 %. D'une façon générale les filles souffrent de discriminations : à la puberté qui amène souvent le retrait des filles de l'école, lors de la formation professionnelle et à l'université (filières « féminines »).

De même, à propos du travail, on note des différences (les Algériennes ne sont que 8 % à exercer un métier contre 26 % des Tunisiennes, record des pays arabes) mais aussi des constantes : la femme travaille surtout en ville, dans des branches particulières (enseignement, services, santé), a rarement des postes de responsabilité et, dans tous les pays, sauf en Tunisie, elle a besoin de l'autorisation de son mari (ou de son père) pour travailler.

En matière de politique, les avancées ont été lentes de façon générale et nulles en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe. En définitive le système politique des pays arabes est totalement dominé par les hommes.

Mme Caridad Ruiz-Almodovar (Grenade) a donc consacré l'étude la plus longue du recueil au « Droit de la famille dans les pays arabes ». Quatre États (Arabie S., Bahrayn, Qatar et Oman) appliquent purement et simplement la šari'a tandis que tous les autres ont estimé nécessaire de se munir d'un Code du statut personnel. Celui-ci est basé sur une

école juridique musulmane (le plus souvent *hanafi ou šāfi'i*) avec l'adjonction d'emprunts au droit positif. Les dates de promulgation de chacun de ces codes sont données mais seuls six d'entre eux (Jordanie, Égypte, Syrie, Tunisie, Maroc, Algérie) seront étudiés. Pour nous permettre de les situer les uns par rapport aux autres, l'auteur donne leurs avis respectifs sur les questions de leur ressort : mariage et sa dissolution, filiation, succession, testament. Cette présentation à la fois complète et claire s'avère très instructive. Ces codes du statut personnel sont très inégalitaires :

- En raison du sexe : les filles sont mariées plus jeunes, ont besoin d'un tuteur pour se marier, subissent la discrimination à propos de la polygamie (sauf en Tunisie), la dot, la garde des enfants, la répudiation et l'héritage (1/2 part) ;
- En raison de la confession : le non musulman ne peut épouser une musulmane, en cas de mariage mixte les enfants sont obligatoirement musulmans, un(e) non musulman(e) ne peut hériter d'un(e) musulman(e).

La contribution de Mme Mercedes del Amo (Grenade), moins longue que les deux précédentes, traite aussi une question générale : Les femmes arabes et la littérature. Les femmes arabes qui écrivent sont victimes de discrimination. Elles sont peu connues chez elles et encore moins à l'étranger. On veut restreindre leurs romans ou leurs nouvelles à être des illustrations de tendances (traditionnelle, réaliste, féministe, politico-sociale) alors que la lecture honnête de quelques passages choisis montre ce que cet étiquetage a d'artificiel. Pourquoi juger la romancière à la seule aune du féminisme alors qu'elle s'intéresse à tout, que sa thématique est riche et la structuration de ses récits importante ? Mieux vaut donc lire sans idées préconçues quelques œuvres représentatives de la littérature féminine. Et l'étude est suivie d'une bibliographie (éditions des originaux et des traductions en langues européennes) de six romancières (2 Égyptiennes, une Marocaine, une Libanaise, une Palestinienne, une Algérienne – en français) dont des textes ont été commentés.

Deux études portent sur les femmes maghrébines. Celle de Mme Fenneke Reysoo (Nimègue) traite des « métaphores spatiales et sociales ». Dans une société patriarcale comme la société arabo-musulmane, la domination masculine et la subordination féminine s'expriment notamment par la ségrégation sexuelle de l'espace. L'espace privé est féminin et l'espace public est masculin. Quand il y a passage de l'un à l'autre, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, tout un système d'habitudes comportementales entre en jeu. Mais le comportement peut changer de signification. Ainsi rejeter le voile vers 1920 symbolise l'émancipation de la femme tandis que dans les années 90 – époque de l'islamisme triomphant – les femmes optent pour le voile car ainsi les hommes les laissent tranquilles et elles se sentent plus libres dans l'espace extérieur où elles se veulent citoyennes à part entière. Aussi verra-t-on des

intégristes agressant quelques étudiantes d'une cité universitaire à Blida ordonner à l'une d'elles d'enlever son *hijāb* dont elle n'était plus digne ! La façon de se tenir, de s'asseoir est importante aussi (autant l'homme s'étale, autant la femme se recroqueville). Lorsque certaines femmes (celles dites « libres », les prostituées, les danseuses du ventre) commettent une transgression en s'appropriant des codes spatiaux masculins elles se trouvent déclassées, stigmatisées et donc incapables de déranger la hiérarchie entre les genres.

Quant à M^{me} Maria Cardeira Da Silva (Lisbonne), elle a mené une enquête sociologique sur un groupe de jeunes femmes de Salé (Maroc) qu'elle a fréquentées pendant deux ans. Elle nous montre leur autoréalisation dans le domaine de la vie quotidienne et notamment de la mode. Elles se tiennent au courant et visent une ascension dans l'échelle du paraître : abandonner la façon locale (*baladi*) de passer le henné pour adopter celle que les premières émigrantes dans le Golfe en avaient rapportée. Nos adolescentes à la page mettent au point une réjouissante stratégie dans l'utilisation tantôt des atours classiques (*hijāb* sexy) ou du look moderne (minijupe étroite), et le mois de Ramadan est l'occasion d'étonnantes phases du jeu tradition/modernité ou sacré/profane sur un fond de feuilleton égyptien ou même mexicain doublé en arabe classique !

M^{me} Vanessa Maher (Salerne) s'intéresse aux immigrées – pas seulement maghrébines et pas forcément musulmanes – en Italie. Il faut savoir qu'en 1992, 40 % des immigrants venant du Sud du monde étaient des femmes. Les Maghrébines sont arrivées dans les années 90 pour rejoindre leurs maris, souvent illégalement à cause de la longueur et de la complexité des formalités administratives. Ces femmes sont encore plus soumises à leur mari que dans leur pays car elles ne disposent plus de réseaux féminins et dépendent de l'opinion qu'ont d'elles les familles restées là-bas. Dans d'autres pays d'émigration la responsabilité de nourrir les siens incombe aux femmes et non aux hommes ; aussi, en Afrique sub-Saharienne par exemple, souvent les femmes arrivent seules en Italie. Ce sont des filles aînées, elles ont plus de 25 ans et, même quand elles ont fait des études, elles sont employées comme domestiques.

Gema Martin Munoz (Madrid) nous semble apporter la touche finale qui convient en nous montrant qu'il existe des « femmes islamistes et pourtant modernes ». Il n'y a pas que les femmes féministes du type occidental à refuser la société traditionnelle. Dans le militantisme islamiste il existe des femmes (jeunes, citadines et instruites) qui ont leur mot à dire. En acceptant et même en revendiquant le port du *hijāb*, elles se réapproprient une identité culturelle sans accepter automatiquement tout ce qui – à ce qu'on prétend – découle de l'islam. En particulier leur

connaissance de l'islam leur permet de discuter le bien-fondé du système patriarchal, pure création des hommes et que l'urbanisation a d'ailleurs battu en brèche. Le voile, qui masque la féminité, décourage toute opposition de l'autorité familiale à la « sortie » – devenue indispensable – de la femme. Il est cependant encore un peu tôt pour savoir si ces militantes islamistes réussiront mieux à moderniser leur société que les élites émancipées perçues comme acculturées.

Charles Vial
Université de Provence